

Bro Ango
365

ALFRED NAQUET et G. HARDY

Néo-malthusisme et socialisme

Prix : 20 centimes.

1910

ÉDITION DE
GÉNÉRATION CONSCIENTE

27, rue de la Duée, 27

PARIS (XX^e)

AUX LECTEURS

L'étude de la question de procréation, si importante au triple point de vue individuel, familial et social, s'impose à ceux qui veulent le bonheur humain.

Rarement une doctrine a été aussi décriée et, par conséquent, plus méconnue que celle de la prudence procréatrice. Peu l'ont étudiée, tous en parlent, ne la connaissant que par les diffamations des pudibonds et des réactionnaires.

A tous ceux qui cherchent sincèrement la vérité, à tous ceux qui veulent **savoir** pour **agir**, nous disons :

*Lisez et faites lire, abonnez-vous
et procurez des abonnés à*

GÉNÉRATION CONSCIENTE

*Propageant la limitation volontaire des naissances
Paraissant le 1^{er} de chaque mois.*

Principaux collaborateurs : Sébastien FAURE, D^r MESLIER, Albert WILLM, Fernand KOLNEY, Manuel DEVALDÉS, Charles MALATO, LIARD-COURTOIS, D^r MASCAUX, LÉVY-OLMANN, Georges YVETOT, Eugène LERICOLAIS, D^r KLOTZ-FOREST, LOUIS GRANDIDIER, G. HARDY, A. LANTOINE, LÉON LOUIS, E. CHAPÉLIER, etc.

E. HUMBERT, Administrateur.

Abonnements :

France, 1 fr. 50 ; Union postale, 1 fr. 80

ADMINISTRATION :

27, Rue de la Duée, PARIS-xx^e

Envoi gratuit d'un numéro spécimen sur demande.

Int. Instituut
Soc. Geschiedenis
Keizersgracht 264
Amsterdam-C.

ALFRED NAQUET et G. HARDY

Néo-malthusisme et socialisme

Prix : 20 centimes.

1910

ÉDITION DE
GÉNÉRATION CONSCIENTE

27, rue de la Duée, 27

PARIS (xx^e)

Ouvrages d'Alfred NAQUET

- Religion, Propriété, Famille*, (1869). Epuisé.
Temps Futurs. Socialisme, anarchie. Prix: 3 fr. 50. (Stock, édit.).
L'Humanité et la Patrie. Prix: 3 fr. 50. (Stock, édit.).
L'Anarchie et le Collectivisme. Prix: 3 fr. 50. (Sansot, édit.).
Vers l'Union libre. Prix: 3 fr. 50. (Juven, édit.).
-

Ouvrages de G. HARDY

- Cempuis*. (Education intégrale. Coéducation des sexes).
Prix: 10 fr. (Schleicher, édit.).
Observations sur le développement de l'enfant. Préface
d'Emile Duclaux. Prix: 1 fr. (Schleicher, édit.).
Population et Subsistances. Prix: 1 fr. (Schleicher, édit.).
La loi de Malthus. Prix: 0 fr. 75.
Moyens d'éviter la grossesse. Prix: 1 fr. 25.
-

Eléments de science sociale, par Georges Drysdale,
docteur en médecine.

Sixième édition française, traduite d'après la trente-deuxième édition anglaise, revue et corrigée par l'auteur. Prix: 3 fr.;

La Pauvreté, (sa seule cause, son seul remède), avec des vues sur la question sexuelle, l'amour libre, la suppression du mariage, du célibat, de la prostitution, de la guerre, par le docteur Georges Drysdale, préface de G. Hardy. Prix: 2 fr. 50.

Malthusianisme néo-malthusianisme et socialisme

Je viens de lire un volume *La Pauvreté*, du docteur Georges Drysdale, avec une préface de M. G. Hardy, qui est bien ce que j'ai lu de plus complet sur les théories malthusiennes et néo-malthusiennes. Et cependant, je me sens en désaccord sur bien des points avec le système qui y est exposé.

En prétendant, comme ils le font, que la loi de Malthus exerce partout son empire, aussi bien dans les pays peu peuplés que dans les pays très peuplés, les malthusiens évitent de se prononcer sur ce point, cependant fondamental: les pays peu peuplés doivent-ils s'en tenir à leur population actuelle? ou doivent-ils l'augmenter à la condition d'en régler l'augmentation sur la progression des subsistances? Et les pays très peuplés doivent-ils conserver leur population telle qu'elle est aujourd'hui? ou y a-t-il lieu de leur conseiller d'en diminuer la densité?

La réponse à cette question n'est pas aisée. Outre, en effet, qu'à l'heure présente l'observation n'enseigne pas que la misère soit plus forte dans les pays à population très dense, que dans ceux où cette densité

est très faible, il est une considération qu'il ne faut pas perdre de vue.

Un couple, qui habiterait seul un territoire aussi étendu que la France, s'y trouverait fort malheureux, obligé qu'il serait de confectionner lui-même tous les objets dont il aurait besoin, et placé par cela même dans l'impossibilité de profiter des bienfaits de la division du travail.

N'étant gêné par rien dans son expansion, ce couple n'aurait rien à redouter de la venue de nombreux enfants. Ceux-ci, au contraire, en lui permettant de diviser le travail, sans qu'aucun d'eux, quelque nombreux qu'ils fussent, eût à craindre le manque du capital indispensable à son industrie, auraient pour effet d'accroître la production relative au lieu de la diminuer. Pour ces nouveaux Robinson, la loi de Malthus serait renversée. Ce seraient les subsistances qui prendraient le pas sur le chiffre des habitants; et, dès l'instant où l'homme ne se limiterait pas à la manière des sauvages à la pêche, à la chasse et à la cueillette, où il se livrerait à un travail industriel pour satisfaire ses besoins, il n'y aurait lieu ni à action préventive de sa part, ni à action répressive de la nature.

Ceci n'est pas seulement vrai d'un couple primitif et unique. Si demain la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France perdaient les trois quarts de leurs habitants, les moyens de transport pèseraient d'un poids plus lourd sur chaque individu, parce que d'une part, leur coût d'établissement et d'entretien se répartiraient sur un nombre moindre de personnes, et que de l'autre, leur trafic serait diminué. De même, les machines deviendraient d'un emploi moins avantageux parce que l'excédent de production utilisable n'en compenserait pas le prix.

Plus tard, la situation se renversera..., mais plus tard seulement... beaucoup plus tard.

Il résulte de cette double constatation que, pour chaque pays, proportionnellement à sa faculté productive — et cette faculté productive elle-même se modifie au fur et à mesure des découvertes scientifiques et des industries qu'elles engendrent, — il existe un chiffre de population qui est le plus avantageux, qui donne le maximum de bien-être aux habitants, et, au-dessous comme au-dessus duquel il est impossible de descendre ou de monter, toutes choses étant égales d'ailleurs, sans se placer par cela même dans des conditions moins favorables.

* * *

Notre époque est anarchique dans la plus mauvaise acception du mot. C'est par les moyens répressifs que la nature met en œuvre, ou par les moyens préventifs que mettent en pratique les individus, que la population atteint son moins mauvais étiage. Cela se produit spontanément dans l'inconscience universelle. Là, où le peuplement semble avoir atteint sa limite désirable, il s'arrête; ou, s'il ne s'arrête pas, le trop plein de sa population s'écoule sur des pays étrangers en vertu d'un phénomène analogue à celui que l'on connaît en physique sous le nom de « principe des vases communicants ». Là, où cette limite n'est pas atteinte, le peuplement continue à s'opérer soit sur place, soit par la voie de l'immigration; et, somme toute, à travers des souffrances de toutes sortes il est vrai, notre planète s'achemine peu à peu vers le nombre d'habitants qui lui est adéquat.

Si, dans notre société individualiste, le malthusianisme était pratiqué en tous lieux, je ne vois pas bien par quel

processus s'accomplirait l'augmentation du nombre des humains dans les contrées où elle serait utile. Qui déciderait qu'au lieu de trois enfants, au cours de son existence, chaque femme en devrait faire quatre, ou, dans des circonstances opposées, qu'elle n'en devrait plus mettre au monde que deux au lieu de trois.

Le malthusianisme, s'il n'était pas précédé d'une transformation préalable de la société, soulèverait donc de très fortes objections.

Et cependant, la loi exposée par Malthus et par ses disciples, est vraie. Il n'est pas douteux que la population ne possède une tendance à croître selon une progression géométrique à *raison* élevée, tandis que l'accroissement des subsistances obéit à une simple progression arithmétique à *raison* (1) relativement basse. Malthus en a fait la preuve que personne n'a ébranlée. D'ailleurs, cette preuve ne fût-elle pas faite, le défaut de proportionnalité signalé par Malthus entre les lois qui règlent l'accroissement de la population et des subsistances n'existât-il pas dans la réalité, le problème ne serait pas résolu pour cela. Une limitation du nombre des habitants de notre globe s'imposerait quand même, car, sa superficie n'étant pas illimitée, sa population ne peut croître indéfiniment. Si le nombre des êtres — hommes ou animaux — qui vivent à la surface de notre planète allait toujours en augmentant, il arriverait une heure où il n'y aurait plus à sa surface, je ne dis pas assez de vivres pour les nourrir, mais assez de place pour les contenir.

* * *

Herbert Spencer, il est vrai, a imaginé je ne sais quel antagonisme entre le développement des fonctions

1) Le mot *raison* est pris ici dans son sens mathématique.

cérébrales et la fécondité qui résoudrait la difficulté par un processus physiologique et sans l'intervention de la volonté. Mais c'est là une idée tout à fait aprioristique qui ne repose absolument sur aucun fondement sérieux.

Nous ne formulons les lois qui régissent les êtres que parce que nous avons vu des myriades de ces êtres et que, sauf les cas accidentels où leur vie a été tranchée avant l'heure, toujours, au cours de leur existence, les mêmes phénomènes se sont reproduits. Or, nous ne connaissons qu'une humanité, la nôtre, car s'il en existe d'autres dans les univers étoilés, nous les ignorons; et la nôtre semble à peine sortie de l'enfance. Nous ne pouvons donc rien préjuger de son avenir. Tous les raisonnements par lesquels nous nous efforçons de déduire sa vie future de sa vie présente ou passée ne sont que des extrapolations; et les mathématiciens savent combien les conclusions qui résultent des extrapolations sont incertaines. Nous avons la certitude que, chez l'individu, à quelque espèce qu'il appartienne, la faculté procréatrice perd de son intensité avec l'âge, pour disparaître finalement tout à fait. Il se pourrait, à la rigueur, qu'il en fut de même pour l'espèce, et c'est là ce que suppose Herbert Spencer. Mais rien ne démontre qu'il en soit ainsi, et ce n'est là qu'une simple vue de l'esprit, que les faits contrediraient plutôt. Or, on ne saurait, en une matière d'aussi grande importance, se dispenser d'envisager une loi gênante en s'abritant derrière une hypothèse non démontrée, à la manière des philosophes qui ont imaginé l'immortalité de l'âme pour s'évader de l'obsession de la mort.

On pourrait, il est vrai, considérer aussi la loi de Malthus comme une extrapolation en ce qui concerne

l'avenir. Mais les extrapolations conduisent à des résultats d'autant plus approchés de la certitude, que la courbe a été déterminée sur un plus grand nombre de points certains; et l'on ne peut pas légitimement comparer une loi basée sur l'expérience universelle avec une simple affirmation qui ne s'appuie sur aucun fait patent, quelque grande que soit la légitime autorité de son auteur.

Il n'est donc pas possible d'affirmer un antagonisme physique entre la cérébralité et la sexualité. Le seul fait réel, c'est que les personnes cérébralement très développées de l'un ou de l'autre sexe cessent *volontairement* d'engendrer avec excès parce que les instincts paternel et maternel, qui sont d'ordre animal, reculent devant les besoins intellectuels qui sont d'ordre essentiellement humain.

* * *

La découverte de Malthus est donc à la fois incontestable et considérable. Elle nous a révélé un principe à la lumière duquel toutes les réformes sociales doivent être étudiées. C'est une pierre de touche qui permet de rejeter sans crainte d'erreur tout système inapte à résoudre les difficultés qui lui sont inhérentes. Mais, elle ne suffit pas à elle seule à résoudre le problème social.

Ce problème est loin d'avoir une solution simpliste; et l'école malthusienne tombe dans l'erreur de la solution simpliste lorsqu'elle prétend supprimer la misère en disant aux travailleurs de limiter leur procréation et en s'en tenant là, tout comme les socialistes s'exposent aux critiques les plus fondées en ne cherchant la cause du mal que dans la forme sociale, et en se refusant à envisager les arguments des malthusiens.

Si demain, par un coup de baguette, la propriété individuelle des moyens de production était abolie; si le travail matériel était universalisé quoique réduit en durée; si les ruines engendrées par la concurrence cessaient de nous appauvrir, sans qu'il en résultât une diminution de l'émulation productrice — toutes choses que, sauf le coup de baguette, je juge possibles; — et si, au moment où toutes ces transformations s'opé- raient, des troubles momentanés n'en compensaient pas les effets bienfaisants, une immense augmentation de bien-être en serait la conséquence. Tout, cependant, ne serait pas dit pour cela.

Il suffirait, en effet, que, profitant de ce surplus de bien-être, les femmes se missent à enfanter sans mesure, pour que, avant un siècle, la misère se fit de nouveau sentir. Et comme là où il n'y a pas de place pour tous, il est naturel que les plus forts s'emparent des moyens de vivre en en privant les autres; comme l'accaparement des produits est pour eux le seul moyen d'assurer leur existence au détriment d'autrui, cet accaparement ne tarderait pas à se manifester. Il aurait pour conséquence la reconstitution de la propriété privée, avec le brigandage, son cortège naturel; et il ne resterait rien de la transformation bienfaisante accomplie un siècle auparavant.

Voilà l'écueil du socialisme s'il ne tient pas compte de la loi de Malthus.

Mais, renverser l'hypothèse et chercher à supprimer la misère en décidant les hommes à limiter leur procréation, c'est se heurter à des obstacles tout aussi insurmontables.

Tout d'abord, les nations, de nos jours, sont encore à des stades de développement divers; et elles sont, comme dans le passé, quoiqu'à un degré moindre, in-

solidaires les unes des autres; plus qu'insolidaire: antagonistes, rivales.

Pour obtenir un résultat pratique, il faudrait donc que la prédication malthusienne eût converti l'univers entier. Nous n'en sommes pas là. Le mouvement commence à se généraliser en Europe et en Amérique; mais il ne me semble pas près de gagner l'Asie. En Amérique même — aux Etats-Unis — les mœurs nouvelles ne se répandent que parmi les blancs. Les nègres y sont plus prolifiques que jamais.

Or, si la France se dépeuple alors que l'Allemagne continuera de se peupler, nous serons envahis par le flot pacifique des Allemands qui combleront les vides laissés parmi nous par la natalité française. Le mal en soi ne sera pas grand, les Allemands valent les Français. Mais le résultat obtenu par la restriction de la natalité française sera nul. Notre population au lieu d'augmenter sur place, s'accroîtra par une immigration d'éléments étrangers. Economiquement, il n'y aura rien de changé.

Et il va de soi qu'en parlant de l'Allemagne et de la France, je me borne à prendre un type de comparaison. Le phénomène est autrement étendu. C'est, en réalité, l'Asie qui semble devoir peupler l'Europe et l'Amérique si chez celles-ci le mouvement de la population s'arrête ou se ralentit. Les conflits entre les Etats-Unis et la Chine et le Japon en sont une preuve.

Cherchera-t-on à se protéger par des tarifs douaniers? se refusera-t-on à recevoir les immigrés? Alors, on aboutira à la guerre: le seul effet obtenu sera de remplacer l'invasion pacifique par l'invasion armée. L'expérience restreinte de l'Australie placée à l'autre extrémité du monde ne pourrait pas se généraliser; et la nation qui voudrait fermer ses frontières serait fina-

lement vaincue, la victoire à la longue appartenant fatalement au nombre. La seule chose que l'on aurait gagnée serait d'ajouter les horreurs de la guerre à celles de la disette et des épidémies.

On peut espérer, il est vrai, que, par la seule puissance de la Vérité qui s'impose, la doctrine néo-malthusienne se répande en tous lieux.

Je confesse ici mon scepticisme.

Avant que le néo-malthusianisme soit devenu la *religion* — j'emploie l'expression de Drysdale — des Chinois, des Japonais, des Indous, des Malais, des Nègres, bien des siècles auront le temps de s'écouler.

* * *

A cela, John Stuart Mill, que cite Drysdale, répondait en proposant un plan d'émigration méthodique qui apporterait à la situation une amélioration immédiate, en même temps que, par une éducation nationale appropriée, on propagerait assez la nouvelle religion pour éviter le retour du mal.

D'abord, le projet de John Stuart Mill laisse debout l'objection précédente, puisqu'il ne pourrait être mis en pratique que dans une nation déterminée et qu'il ne conjurerait en rien les périls d'invasion. Les Anglais peuvent bien prêcher le nouveau culte dans leurs écoles; mais ils ne peuvent l'imposer ni aux Allemands, ni aux Russes, ni aux Chinois. Parler d'*éducation nationale*, c'est renier le système, puisqu'elle devrait être universelle pour produire des effets appréciables.

Et qu'il me soit permis d'opposer au grand penseur dont je combats ici le projet, que si Anglais ou Français ne peuvent pas imposer aux autres peuples leur plan d'éducation, ils ne l'adopteront pas pour eux-mêmes. Ils savent que le vide fait aspiration et ils

craindraient de compromettre leur indépendance nationale. Ils défendront leur population par tous les moyens en leur pouvoir pour rester à même de constituer de nombreuses armées de défense, et ajouteront ainsi aux misères provenant du nombre, celles qui résulteront de dépenses stériles et de l'improductivité de milliers de travailleurs. Les néo-malthusiens prêcheront dans le vide. Ils se heurteront, non seulement à l'indifférence, à l'égoïsme des individus, mais encore aux craintes de tous ceux qui redouteront, à tort ou à raison, les conséquences d'un arrêt de la population pour la sécurité de leur pays. Loin d'enseigner le néo-malthusianisme dans les écoles, on y enseignera le « Croissez et multipliez » appuyé sur le « Culte de la patrie ».

Et je me demande même pourquoi je m'exprime au futur. C'est au présent que je devrais le faire. Il y a cent-dix ans que la loi de Malthus est découverte. Elle a été discutée par tous les économistes. Elle est universellement connue. Et cependant, que voit-on dans les Parlements? des propositions de loi destinées à protéger les familles nombreuses. Les Piot sont infiniment plus abondant que les Drysdale; et le préjugé est si fort que les particuliers qui se livrent aux pratiques anti-conceptionnelles, ont honte d'avouer ce qui cependant les honore grandement. Je ne parle même pas des condamnations odieuses qui, de temps en temps, viennent frapper les malthusiens.

Il n'y aurait chance d'aboutir que si l'unité fédérative du monde était accomplie; et nous en sommes encore loin quoique le mouvement naturel du genre humain semble bien nous y acheminer. Jusque-là, les antinomies que je signalais il y a huit ans dans mon livre *l'Humanité et la Patrie*: l'antinomie de l'armée, celle du protectionnisme et celle de la population, continueront

à faire leur œuvre et à frapper de discrédit la doctrine néo-malthusienne si elle demeure exclusive, isolée.

* * *

Il est même probable que la réalisation de la fédération humaine ne suffirait pas à faire adopter le plan d'éducation préconisé par J. S. Mill, si d'autre part la forme de la société restait ce qu'elle est aujourd'hui. Les idées de Karl Marx sont fausses lorsqu'il attribue l'excès de la population sur les subsistances à de simples causes économiques. Mais il aurait été dans le vrai s'il s'était borné à affirmer que l'intérêt des classes dirigeantes s'oppose à la diffusion des vérités malthusiennes.

Ainsi qu'il l'a magistralement établi, la Bourgeoisie a besoin d'une armée de réserve du Capital: il lui faut des chômeurs, des sans-travail, des jaunes pour réduire les ouvriers qui font valoir leurs réclamations par la grève; et comme le néo-malthusianisme en empêcherait le recrutement, il est certain que, tant qu'elle détiendra le pouvoir, tant qu'une transformation radicale de la société ne sera pas accomplie, elle combattra énergiquement cette doctrine.

* * *

Sans doute chez les peuples vieillissés en civilisation on observe toujours des populations décroissantes, parce que l'égoïsme se transforme sous l'empire d'un développement intellectuel supérieur. Au lieu de pousser hommes et femmes à la surproduction par le désir inconscient de ne pas atténuer leur volupté, il les arrête par la crainte des charges qu'une prolifération non surveillée ferait peser sur eux. Il est à plus lointaine portée.

Mais si la densité de la population diminue dans ces civilisations raffinées, c'est, ainsi que je l'ai dit plus haut, pour attirer par succion le flot des peuples jeunes et imprévoyants. Au point de vue général humain, le phénomène n'exerce aucune action.

Les néo-malthusiens sont donc dans l'erreur lorsqu'ils présentent les méthodes préventives de l'accroissement de la population comme un moyen de solution du problème de la misère, et lorsqu'ils repoussent comme dénués de valeur les systèmes, socialistes à des degrés divers, de tous ceux qui poursuivent la transformation graduée ou révolutionnaire des sociétés sur le terrain économique.

Les socialistes, d'ailleurs, commettent une erreur égale lorsqu'ils s'imaginent pouvoir solutionner la question sociale en ne tenant nul compte d'une loi certaine, archidémontrée, et qui, quelque forme supérieure qu'ils eussent donnée à la société, annihilerait tous leurs efforts si la société nouvelle ne puisait pas dans les mœurs le moyen de remédier à ce danger.

Jusqu'ici, néo-malthusiens et socialistes se considèrent comme adversaires: les néo-malthusiens — ou du moins beaucoup d'entre eux — parce qu'ils jugent inutile et vaine toute réforme sociale qui ne tiendra pas compte de la loi établie par eux; les socialistes, parce qu'ils trouvent dans la propagande néo-malthusienne une dérivation à la propagation de leurs idées, à la réalisation de leurs espérances.

En réalité, ils devraient être alliés et ils ne peuvent rien les uns sans les autres.

Les néo-malthusiens sont impuissants tant qu'ils se heurtent à la volonté d'une bourgeoisie intéressée à les combattre; les socialistes sont incapables de leur

côté de faire œuvre durable s'ils se refusent à envisager la grande loi de Malthus.

Le socialisme doit être le précurseur bien plus que le successeur du malthusianisme. Lorsqu'il aura fait tomber les frontières qui délimitent les nations, comme celles qui délimitent les différentes couches sociales; lorsqu'il aura converti le genre humain tout entier en une grande fédération fraternelle de travailleurs associés, il aura par cela même rendu toutes les armées inutiles: aussi bien les armées proprement dites que ce que Karl Marx a appelé *l'armée de réserve du capital*. L'intérêt de tous sera alors que tous les bras soient employés et que le travail devienne de jour en jour moins pénible et moins long, par suite de l'introduction de plus en plus prépondérante des machines dans l'industrie. Tout chômage sera vu avec défaveur, personne n'ayant plus rien à gagner à « faire baisser les salaires ». De même, personne n'aura plus intérêt à maintenir des milliers de citoyens armés et improductifs sous prétexte de défense nationale.

Le plan d'éducation non plus nationale, mais mondiale, conçu par John Stuart Mill pourra dès lors être mis en pratique, et, grâce à l'amélioration immédiate résultant de la refonte de la société, il aura le temps de produire ses fruits, c'est-à-dire de rendre cette amélioration durable par l'élimination des causes qui sans cela ne manqueraient pas de l'annihiler.

* * *

Comment, en suite de ce plan, s'effectuera le peuplement des terres inhabitées ou imparfaitement habitées? Ce sont des points de détail qu'il est impossible de prévoir. Ils trouveront probablement une solution facile lorsqu'en supprimant toutes les causes de misère et

de conflits — celle qui réside dans le principe de population comme les autres — la République mondiale aura fait de la colonisation une œuvre exclusivement civilisatrice au lieu de l'œuvre d'exploitation financière qu'elle est aujourd'hui.

Dans notre milieu social, le bien-être des uns n'étant fait que de la misère des autres, les riches étant d'autant plus riches qu'ils ont au-dessous d'eux, travaillant à l'édification de leurs fortunes, un plus grand nombre de travailleurs à salaires réduits, il n'y a pas lieu d'attendre de ceux qui gouvernent le moindre effort en faveur d'une limitation rationnelle de la population. Les riches pratiquent tous, les moyens préconceptionnels; mais ils les déconseillent aux pauvres dont l'ignorance, et l'égoïsme qu'elle engendre, font leurs complices en cette matière.

Dans la société telle que les socialistes la conçoivent, le bien-être de chacun étant au contraire solidaire du bien-être de tous, et l'instruction devenant intégrale pour tous, rien ne s'opposera plus à la diffusion d'idées auxquelles s'oppose actuellement l'intérêt des gouvernants et l'abrutissement des masses. Alors, et alors seulement, l'humanité, consciente dans tous ses membres de la loi qui régit le renouvellement de notre espèce, sera en état d'en réprimer les funestes effets.

Malheureusement, de nos jours, les néo-malthusiens — y compris ceux qui, comme M. Robin (de Cempuis), sont socialistes, ou même anarchistes — font du néo-malthusianisme l'objet exclusif de leur activité, et se bornent, en ce qui concerne les réformes sociales, à des affirmations platoniques.

Il en résulte que les diverses écoles socialistes voient dans le néo-malthusianisme un adversaire. Ils devraient au contraire y voir un adjuvant, un moyen d'assurer le

triomphe de leur cause, dont le succès serait impossible si l'accroissement perpétuel de la population venait l'entraver; et les deux doctrines qui devraient se prêter un mutuel appui, se nuisent en réalité l'une l'autre.

La loi de Malthus est une loi réelle. Mais si c'est une loi scientifique qui doit servir de point d'appui aux sociologues, elle n'offre par elle-même aucun moyen pratique de solutionner les problèmes sociaux. La société doit se modifier d'abord, assurer avec l'unité du monde le bien-être momentané de ses habitants, après quoi le genre humain ayant des années devant lui, pourra enseigner le principe de la limitation des familles, en faire la base de la morale nouvelle, et empêcher ainsi que le terrain conquis ne soit reperdu à nouveau par la méconnaissance d'une loi fondamentale et le refus d'obéir aux règles qui en découlent.

Le jour où les disciples de Malthus se borneront à l'enseignement scientifique des vérités découvertes par ce grand penseur, et où ils feront de cet enseignement un point d'appui pour le socialisme au lieu de l'opposer à ce dernier, ils désarmeront bien des hostilités qui les paralysent et empêchent leur campagne de produire les heureux effets que, mieux comprise, elle déterminerait sur la mentalité publique.

Bien souvent, les différences des points de vue transforment en ennemis ceux qui seraient logiquement destinés à être des alliés. C'est le cas entre socialistes et néo-malthusiens. Le moment me semble venu de mettre fin à ce malentendu.

Alfred NAQUET.

Le néo-malthusisme prépare le socialisme.

Une erreur de fait domine toute la critique de notre savant et vénéré contradicteur; elle a trait aux rapports du néo-malthusisme et du socialisme. Je conviens que *La Pauvreté* du Dr Drysdale a pu la provoquer — encore que je n'aperçoive dans cet admirable livre aucune hostilité contre le socialisme.

Les néo-malthusiens actuels, ceux qui suivent la voie ouverte en France par Paul Robin, n'opposent ni leur doctrine à une doctrine sociologique quelconque, ni leur propagande à une propagande quelconque ayant en vue le bien-être et le bonheur des hommes.

Ils ont toujours publié que la loi de Malthus est une loi scientifique existant indépendamment des régimes sociaux; ils ont sans cesse répété aux socialistes de toutes les écoles ce que dit précisément Alfred Naquet: tout système social, tout plan d'organisation future doit tenir compte, ne peut pas ne pas tenir compte, sous peine de rester à l'état de rêve, de la loi naturelle découverte par Malthus.

« Cette loi, écrit Naquet, est la pierre de touche qui permet de rejeter tout système inapte à résoudre les difficultés qui lui sont inhérentes ». Or, aucun système social ne peut résoudre les difficultés résultant du principe de population autrement que par le néo-malthusisme.

Le plus parfait des régimes sociaux devra, tout de suite, au lendemain, au soir même de son installation, faire comprendre à tous la nécessité de limiter les naissances, de n'augmenter la population, si on le juge utile, qu'autant qu'une augmentation préalable des aliments le permettra et proclamer que pour éviter les douleurs répressives il n'y a qu'un moyen: les obstacles préventifs.

Sans cela, le collectivisme, ou le communisme, retournerait à l'anarchie présente, à la lutte pour la vie, à l'accaparement, aux inégalités, au brigandage.

Nous ne disons pas, nous n'avons jamais dit aux socialistes: votre conception sociale est utopique, la loi de Malthus s'oppose à sa réalisation; nous leur avons toujours dit: votre idéal est sans nul doute réalisable, mais en tenant compte du principe de population, en adoptant le néo-malthusisme, condition *sine qua non*, base, point d'appui indispensable du régime que vous concevez.

Nous sommes donc d'accord avec Alfred Naquet sur l'action de la loi de Malthus dans la société future, sauf peut-être en ce point que notre éminent ami accorde au socialisme des années pour enseigner aux foules la loi malthusienne et résoudre le problème sexuel, tandis que nous pensons que le socialisme aurait, à peine installé, toutes chances de périr, si l'enseignement néo-malthusien n'était préalablement répandu, si une mentalité n'était déjà préparée, formée, qui reconnaîtrait l'utilité sociale de la restriction procréatrice.

* * *

Mais, dire que le collectivisme ou le communisme retomberaient dans les luttes actuelles s'ils ignoraient la théorie et la pratique malthusienne, s'ils négligeaient la limitation des naissances, c'est admettre logiquement

me semble-t-il, que les conflits sociaux proviennent de cette ignorance, de cette négligence, c'est convenir que la *cause initiale* de la mauvaise organisation sociale réside dans l'imprévoyance sexuelle.

Ni les hommes primitifs, ni les peuples civilisés anciens ou modernes n'ont, en effet, connu la loi de Malthus et pratiqué méthodiquement la limitation nécessaire. Ils n'ont point, d'ailleurs, disposé des moyens de production agricole et industrielle qu'on peut attribuer aux sociétés futures, ni connu la perfection intellectuelle et morale qu'on se plaît à supposer chez les socialistes. Leur instinct sexuel s'est manifesté avec une violence invariable. Il en résulta, dès l'aube des sociétés humaines, un nombre d'hommes plus grand, à tout moment, que ce que les produits pouvaient en nourrir et en conséquence une concurrence intense, une lutte ininterrompue entre individus, entre groupements, pour la conquête des produits insuffisants.

Comme il fallait, pour triompher, organiser le combat, l'attaque et la défense, on eut des chefs, d'abord utiles, agissant dans l'intérêt du groupe, mais qui par la suite oublièrent l'intérêt général, ne songèrent qu'au leur, s'entourèrent de fidèles formant les classes dirigeantes, les oligarchies militaires, religieuses, ploutocratiques, exploitant la plèbe exubérante et ignorante.

Au cours des siècles, masquée par les causes plus apparentes qu'elle produit sans cesse, la cause initiale subsiste, ranimant, entretenant les conflits, se jouant des bonnes volontés humaines acharnées à endiguer, à détruire les causes secondaires, rendant inutiles les révoltes et les révolutions, maintenant l'iniquité, le malheur, la misère, brisant tous les rêves de bien-être et de fraternité universels.

Si ces vues sont justes, il n'est donc, pour faire cesser les conflits humains, pour éteindre la misère, que de tarir leur source principale et d'employer aujourd'hui même, l'unique moyen qui puisse y parvenir : la limitation des naissances, l'enseignement aux prolétaires des procédés de restriction de leur progéniture.

De même que le socialisme à venir doit, s'il veut durer, s'appuyer sur le néo-malthusisme, de même le socialisme militant d'aujourd'hui doit, s'il veut faire disparaître les inégalités, s'il veut vaincre le capitalisme, s'appuyer sur la limitation des naissances.

* * *

Cette déduction se vérifie si l'on envisage le néo-malthusisme comme moyen de lutte sociale.

Pour parvenir à leur but que font les socialistes ?

Ils cherchent à provoquer une hausse des salaires, à diminuer les heures de travail, à préparer par là la diffusion de l'instruction, la formation de générations plus intelligentes, plus conscientes, plus aptes à fonder la société nouvelle, plus dignes de son avènement.

Or, le taux des salaires, les socialistes eux-mêmes sont obligés de le reconnaître, dépend de l'offre et de la demande. Moins les travailleurs sont nombreux, par rapport au capital, plus ils sont payés. Une hausse générale des salaires ne peut donc être provoquée que par la diminution du nombre des travailleurs, des naissances.

Sans doute, artificiellement, par des coalitions, par le syndicalisme, par des grèves, les travailleurs peuvent obtenir un salaire plus élevé que celui que fixe le rapport de l'offre et de la demande, mais ce n'est, ce ne peut être qu'en tenant un certain nombre d'entre

eux en chômage. Une partie de la main-d'œuvre est affamée, limitée répressivement.

Les coalitions ne pourraient avoir leur plein effet que si les travailleurs se limitaient en nombre préventivement. Changeant par là le rapport de l'offre à la demande à leur avantage, ils deviendraient les maîtres du marché du travail. Les salaires hausseraient aux dépens des profits et jusqu'à un point tel que les détenteurs de capitaux, n'ayant plus au-dessous d'eux un grand nombre de travailleurs se faisant une concurrence désastreuse, n'auraient plus intérêt à ne pas restituer à la collectivité les moyens de production. S'il s'y refusaient, les travailleurs seraient en mesure, alors seulement, par leur action concertée, de les y contraindre.

Aujourd'hui, les actions révolutionnaires, les grèves sont d'une manière générale inefficaces parce que, derrière les travailleurs en révolte, se tient « l'armée de réserve du capital » dans laquelle ce dernier puise, à vil prix, parmi les affamés, tous les bras qui lui sont nécessaires. Cette armée de réserve n'est pas d'origine capitaliste, mais bien d'origine sexuelle et prolétarienne. Ce sont les travailleurs qui l'alimentent par leur incontinence procréatrice et qui fournissent ainsi aux capitalistes les moyens de perpétuer leur servage.

Les prolétaires, les faiseurs d'enfants, sont les complices du capital, d'une autre manière encore. Ils entravent les généreux efforts des militants; ils procréent dans la misère des êtres voués à toutes les déchéances, des résignés et des brutaux, alcooliques, dégénérés, tarés de toutes sortes, incapables de pensée et d'action, inéducables.

Pour un travailleur, que des efforts persévérants, que des sacrifices conquièrent au socialisme, il en naît dix qu'on ne pourra amener à aucune idée généreuse, à

aucune conscience de leur situation, à aucune conception d'un meilleur état social.

Je laisse ici de côté les hautes questions de dégénérescence, d'amélioration de l'espèce, de sélection artificielle, et de liberté de l'amour, qui ne peuvent être résolues sans l'appui, sans l'emploi des procédés néomalthusiens et que le socialisme ne saurait résoudre plus tard si, dès maintenant, elles n'étaient sérieusement envisagées et étudiées.

L'excès de population éclate aux yeux quand on examine les efforts de l'Etat en matière d'assistance, d'éducation, de réformes sociales, etc.

D'où vient son impuissance, d'où vient l'avortement de toutes les grandes réformes, d'où vient que les socialistes participant à ces réformes en sont réduits à accepter de ridicules aumônes? Bien moins de la mauvaise volonté des dirigeants que de l'insuffisance des ressources, du nombre énorme de ceux entre qui ces ressources doivent être partagées. Il y a trop d'assistés, trop de malades, trop d'orphelins, trop d'enfants dans les écoles et, malgré une vie moyenne peu élevée, trop de vieillards à pensionner, trop d'ouvriers à retraiter (1).

Ainsi donc, impossible de hausser les salaires, impossible de diminuer les heures de travail, d'augmenter les

(1) Impuissance en matière d'assistance bien marquée par Alfred Naquet dans *L'Humanité et la Patrie*, page 263 : « En 1881, dit-il, M. Edouard Lockroy et moi avons préparé un projet de caisse de retraites. Nous voulions donner 1 franc par jour à tout homme âgé de 65 ans, à tout orphelin jusqu'à sa majorité et à tout invalide du travail. Ce projet fut soumis par nous à un actuaire, dont l'examen nous montra qu'il aurait exigé une dépense annuelle de un milliard trois cents millions. Devant ces chiffres, nous renoncâmes à le présenter aux Chambres ».

Impuissance en matière d'éducation. Je l'ai marqué autrefois dans *Régénération*. Si l'on admet qu'on doit traiter les enfants de prolétaires comme les enfants de riches, il faut compter par élève des écoles, indépendamment de la contribution des parents,

heures de loisir, impossible d'élever, d'instruire, d'éman-
ciper la plèbe lorsqu'elle se multiplie inconsciemment.

On n'instruit pas l'indigence, on n'instruit pas des
êtres fatigués, surmenés, misérables.

Impossible de faire aboutir les réformes quand ces
réformes ne sont pas accompagnées d'une limitation
méthodique de la population.

Impossible d'arriver au socialisme, autrement qu'en ré-
pandant préalablement chez les prolétaires les procédés
anticonceptionnels.

Sans la limitation des naissances chez les prolétaires,
aucune propagande ne peut véritablement aboutir, au-
cune difficulté sociale n'est entièrement vaincue, tout
mal qui semble disparaître renaît sous une autre forme,
tout bien produit est compensé par un mal.

Sans le néo-malthusisme, il n'y a, il ne peut y avoir,
que des simulacres de solidarité, qu'un syndicalisme de
façade, qu'une coopération de misères, que des semblants
d'assistance, d'éducation, qu'une parodie, hélas! d'action
révolutionnaire.

* * *

On pense bien maintenant que si nous tenons à mon-
trer la nécessité actuelle de la propagande malthusienne,
ce n'est pas par hostilité contre le socialisme. Nous ne
demandons pas aux syndicalistes, aux coopérateurs, aux
pédagogues, aux révolutionnaires, d'abandonner leurs
idées, leur action, pour se livrer exclusivement à la
nôtre; mais nous leur demandons de s'appuyer sur la
nôtre pour rendre la leur efficace, pour aider à la réa-

au moins 1.000 francs en moyenne par an. C'est un taux inférieur
à celui qu'indique M. Félix Martel, inspecteur général de l'ins-
truction publique, comme dépense de l'Etat pour un élève de
lycée. A ce taux cependant, les 5 millions d'élèves coûteraient
annuellement 5 milliards. Mettons-en deux... pour ne pas être
taxé d'exagération!

lisation de leurs aspirations généreuses. Nous leur appor-
tons un point d'appui, une base solide.

Notre programme, c'est celui qui a été indiqué par
Paul Robin: 1° Bonne naissance; 2° Bonne éducation;
3° Bonne organisation sociale. Les efforts faits pour
résoudre un des termes, étant en grande partie perdus
tant que les précédents sont mal résolus.

Mais cette hiérarchie scientifique, philosophique, des-
tinée à éclairer la question, est purement théorique et ne
comporte pas, en pratique, l'exclusion des deux derniers
termes. Il est évident qu'il faut propager à la fois
les trois divisions de ce programme, de cette *méthode
de régénération individuelle, sociale, humaine*, et nul
homme, pour ne parler que d'un maître, n'en a montré
pratiquement la nécessité avec plus de passion et d'en-
thousiasme que Paul Robin. Personne n'a, dans toutes
les directions, comme puériculteur, comme pédagogue,
comme communiste, répandu plus d'idées, semé plus de
suggestions.

C'est donc une erreur grave de prétendre que les néo-
malthusiens « repoussent comme dénués de valeur les
systèmes socialistes » et font du néo-malthusisme l'ob-
jet exclusif de leur activité.

Seulement, depuis toujours, si l'on peut dire, et aujour-
d'hui encore, les socialistes, leurs leaders, leurs comités,
leurs militants — à part d'humbles et très honorables
exceptions — non seulement négligent ou rejettent la
loi de Malthus et le néo-malthusisme, mais les combat-
tent avec une âpreté qui n'a pas toujours l'excuse de
la bonne foi.

Du côté des communistes, Elisée Reclus nous a sou-
vent combattus, Kropotkine nous est hostile. Leurs dis-
ciples ne nous sont guère favorables. Du côté des col-
lectivistes, Guesde et Lafargue fulminent contre nous,

Jaurès se tait, Vaillant est impénétrable. *L'Humanité* silencieuse répand une brochure, éditée par « le Parti », la plus inepte peut-être qui ait été faite contre la théorie et l'action malthusiennes (1).

Si Alfred Naquet n'avait point écrit dans « *L'Humanité et la Patrie* », « *Temps futurs* », « *L'Anarchie et le Collectivisme* », et même, autrefois, bien avant son adhésion au socialisme, dans « *Religion, Propriété, Famille* », des pages où il est, sur plus d'un point, d'accord avec nous, je ne vois pas bien comment le socialisme pourrait revendiquer un acte utile quelconque relatif au problème si important de la population.

Dans ces conditions, n'était-il pas nécessaire de tenter une action qui attirât l'attention des théoriciens et des militants du socialisme ?

Ne fallait-il pas, puisqu'une question socialement primordiale est ignorée, méconnue, boycottée, dénaturée, que des militants mieux informés se missent à la propager et à la défendre ?

Notre action ne paraît exclusive à beaucoup que parce que ceux qui devraient logiquement l'incorporer dans la leur, ne s'en soucient point. Si les journaux, les militants socialistes joignaient à leurs diverses propagandes celle à laquelle nous consacrons notre activité, il n'y aurait plus lieu pour nous de faire bande à part. Nous ne demandons pas mieux que de pénétrer chez les socialistes, mais veulent-ils de nous ? Ne nous repoussent-ils pas avec effroi... et même avec dégoût ?

(1) En 1906, des militants socialistes adressèrent au citoyen Jaurès une lettre dont je possède la copie, dans laquelle on lisait : « Nous croyons devoir vous signaler qu'aucune place n'a été réservée (dans *L'Humanité*) pour traiter ou discuter la question de population, question cependant primordiale, car il nous semble absolument indispensable de proportionner le nombre de bouches qui consomment au nombre de bras qui produisent... » Jaurès ne répondit rien. Et *L'Humanité* se tut.

* * *

Alfred Naquet nous pose au commencement de sa critique les questions suivantes : « les pays peu peuplés doivent-ils s'en tenir à leur population actuelle ? ou doivent-ils l'augmenter à la condition d'en régler l'augmentation sur la progression des subsistances ? Et les pays très peuplés doivent-ils conserver leur population telle qu'elle est aujourd'hui ? ou y a-t-il lieu de leur conseiller d'en diminuer la densité. »

Tout d'abord, il faut s'entendre sur le sens de ces termes : pays « peu peuplés », « très peuplés ». Est-ce peu peuplés ou très peuplés par rapport à leur superficie territoriale ou par rapport aux produits primordiaux, de nourriture, qu'ils retirent de ce territoire et que leur industrie leur permet de se procurer ?

Un pays peut être en même temps peu peuplé par rapport à sa surface, peu dense, et très peuplé, sur-peuplé, par rapport à son agriculture et son industrie. Exemple : la Russie.

Un pays peut être à la fois très peuplé par rapport à son territoire, très dense, et relativement moins peuplé par rapport à son agriculture. Exemple : la Belgique.

Mille hommes peuvent être à l'aise et nourris sur un territoire qui produit la subsistance pour douze cents ; dix hommes peuvent être misérables sur un territoire de même étendue qui produit seulement la subsistance de huit.

Actuellement, il n'y a abondance nulle part. L'observation montre que, parmi les pays d'égal développement agricole et industriel, la misère est plus forte, les chômeurs et les émigrants plus nombreux dans ceux qui sont prolifiques. La France est, de tous les

pays européens, celui où il y a le moins de misères, encore qu'il y en ait beaucoup.

Les néo-malthusiens, bien que peut-être ils ne l'aient pas dit explicitement, pensent que la préoccupation de donner à tous, à tout moment, ce qui est nécessaire à la vie doit dominer toutes les autres. Si l'on adopte des principes de peuplement, et il faut en adopter, ils doivent tous se subordonner à celui-ci: n'augmenter la population, dans tous les cas, si on juge qu'elle doit l'être, — pour faciliter la production industrielle et réduire au minimum le coût des produits et l'effort de travail — qu'en la réglant, partout sur l'augmentation préalable des subsistances. C'est un rapport favorable à la population qu'il faut établir partout entre la population et les subsistances.

Il existe évidemment un chiffre de population qui est, pour chaque pays, par rapport à sa productivité, en vue de sa productivité la plus grande, en vue aussi du bien-être et du moindre effort de ses habitants, le plus avantageux, et au-dessus comme au-dessous duquel il est impossible de descendre ou de monter, sans se placer dans des conditions moins favorables.

Mais précisément, jamais on ne s'est préoccupé, dans aucun pays, de cette importante question. De sorte que les hommes ont été placés constamment dans les conditions défavorables produites par le chiffre supérieur, et non par le chiffre inférieur, à celui qui donne le maximum de bien-être.

Sans nul doute, si la France ou la Grande-Bretagne, ainsi que le suppose exagérément Naquet, perdaient les trois quarts de leurs habitants, il y aurait d'immenses inconvénients pour chacun et pour tous — bien que peut-être ils pourraient n'être pas plus terribles que les inconvénients actuels de la surpopulation. Mais si ces

mêmes pays perdaient le cinquième, ou le quart, ou même le tiers de leurs habitants, il ne se produirait pas un épi de blé de moins dans leurs champs, pas un objet durable, utile, de moins dans les manufactures, pas une œuvre d'art, ni un ouvrage de l'esprit de moins qu'il ne s'en produit aujourd'hui.

Il y aurait une production plus grande, par des producteurs moins nombreux, plus habiles, moins surmenés, plus heureux; *il y aurait moins de consommateurs mais plus de consommation*, une répartition plus égale des biens de la terre et à tous points de vue, plus de civilisation.

Les néo-malthusiens ne sont pas des dépeupleurs systématiques, mais bien des peupleurs, et même, dans certains cas, des repeupleurs méthodiques, scientifiques, comptant avec la douleur humaine.

Nous voulons mieux peupler; c'est parce que jusqu'alors on a mal peuplé, dans l'ignorance et l'inconscience, que nous devons engager le prolétariat, aujourd'hui, à se dépeupler.

* * *

Ce que dit Alfred Naquet, sur les moyens préventifs et répressifs agissant pour réfréner la population est d'ailleurs fort juste: « *A travers des souffrances de toutes sortes*, notre planète s'achemine peu à peu vers le nombre d'habitants qui lui est adéquat ».

Les souffrances de toutes sortes, sont-elles bien nécessaires? Telle est la question importante.

Quand le globe, à travers la misère, la souffrance, aura enfin ce nombre d'habitants qui lui est adéquat, faudra-t-il, et alors seulement, décréter que la souffrance doit disparaître et se résoudre à l'emploi généralisé des moyens anticonceptionnels? Ne vaut-il pas

mieux, dès aujourd'hui, peupler avec l'aisance, la science, plutôt qu'avec l'ignorance et la misère?

Par quel processus, demande Naquet, l'augmentation du nombre des humains s'accomplirait-elle dans les contrées où elle serait utile si le néo-malthusisme est pratiqué en tous lieux, dans notre société individualiste. Mais la société est individualiste, précisément parce qu'elle n'est pas néo-malthusienne, parce que la lutte pour la vie fait de chacun de nous un égoïste, parce que les hommes, dans le combat universel, tendent à concentrer sur leur personne toutes leurs pensées. Une entente pour la meilleure exploitation de la planète se produira entre individus bien nourris, bien enseignés. Le peuplement, au lieu de se faire comme aujourd'hui, par la dévastation et la douleur, s'effectuera par la conquête raisonnée des richesses terrestres.

Le néo-malthusisme prépare inévitablement le socialisme.

Quant à la question de savoir qui déterminerait le nombre des enfants à naître et comment serait distribuer la besogne d'enfantement entre les femmes, je m'avoue incapable de la résoudre. C'est un problème dont la solution incombe aux sociétés futures. Pour aujourd'hui, nous pensons qu'il n'est pas nécessaire que des enfants naissent qui meurent prématurément et qui, par conséquent, ne peuplent pas la terre.

Quelles qu'en puissent être les conséquences, avant tout : moins de misère, par le néo-malthusisme.

Alfred Naquet objecte que les peuples néo-malthusiens prévoyants sont condamnés à être envahis par les peuples prolifiques.

Evidemment si l'action néo-malthusienne ne se faisait sentir qu'en France, et qu'il en résultât une diminution énorme de la population, il n'y aurait rien de changé.

Les Allemands, les Belges, les Italiens boucheraient les vides pacifiquement ou violemment. Mais à notre époque, il est impossible qu'une action quelconque reste nationale. Le néo-malthusisme, doit être, est international.

Si les socialistes français donnaient à leurs coreligionnaires des autres pays l'exemple de propager le néo-malthusisme, il en résulterait immédiatement pour tous les peuples un bien immense : la suppression des guerres économiques et de leur exacerbation, la guerre tout court.

Il n'y a pas de propagande plus immédiatement utile à la société, à la famille et à l'individu qui soit si vite et si bien comprise par les prolétaires, par les femmes, par tous.

Je pense d'ailleurs, contrairement à Alfred Naquet qu'un pays néo-malthusien peut, non pas par des tarifs douaniers, mais en imposant aux immigrants une certaine aisance, un certain capital, des habitudes de prévoyance familiale, faciles à contracter au milieu de populations qui donnent l'exemple, empêcher comme le font aujourd'hui déjà, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Amérique (Canada, Etats-Unis), l'Angleterre, une immigration de misérables, de tarés, de brutes. Il ne s'agit point d'une interdiction patriotiquement hostile à « l'étranger », mais d'une mesure économique, sanitaire.

Qu'une guerre éclate, pour une telle réglementation, c'est bien improbable. Vaut-il mieux, en tous cas, des guerres inévitables par l'accroissement continu des populations de tous les pays, qu'une guerre de préservation contre les barbares!

Les conflits entre les Etats-Unis, la Chine et le Japon, proviennent de la surpopulation. Naquet, en invoquant cet exemple, renforce la doctrine malthusienne et montre la nécessité de propager parmi ces populations le néo-

malthusisme. Que ce soit difficile, nous ne le nions pas. Mais est-ce impossible? Aptes à assimiler la science et les procédés occidentaux, les Chinois et les Japonais ne tarderaient pas, si les Européens leur donnaient l'exemple, à apprendre aussi les moyens à employer par les masses travailleuses pour améliorer leur sort; le néo-malthusisme, propagé parmi les femmes de l'Extrême-Orient, ne les laisserait pas plus indifférentes que les femmes européennes.

* * *

Quant à l'attitude de la Bourgeoisie en face de la diffusion du néo-malthusisme je suis d'accord avec Alfred Naquet: elle combattra énergiquement cette doctrine. Evidemment, c'est pour elle une terrible menace. Les bourgeois comprennent beaucoup mieux que les socialistes, les conséquences immenses, pour la transformation sociale et la disparition de leurs privilèges, de la diffusion des procédés anticonceptionnels.

C'est une raison de plus pour ne pas abandonner la lutte et je souhaite vivement que les socialistes, ainsi que les y invite Naquet, consentent enfin à examiner la question que nous leur soumettons depuis si longtemps.

Aujourd'hui encore nous leur demandons d'adopter si peu que ce soit notre propagande, avec d'autant plus d'insistance que nous sommes en butte aux tracasseries du pouvoir et que, sous des prétextes très étrangers à la question, on condamne et on emprisonne des militants qui ont le même idéal qu'eux-mêmes, les mêmes aspirations généreuses, le même souci de bien-être et de bonheur pour tous les humains.

G. HARDY.

23547. - E. HUMBERT, imprimeur, 27, rue de la Duée, Paris xx^e
